

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°816/ Décembre 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES¹

3^E TRIMESTRE 2024

Le climat des affaires de retour à la normale malgré une hausse de la vulnérabilité

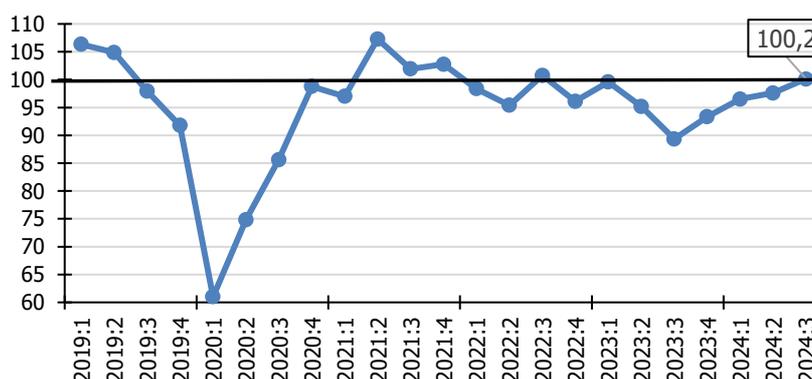
L'ICA progresse à nouveau

L'indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre une hausse notable de 2,6 points et s'établit à 100,2 points au 3^e trimestre 2024. L'ICA est en progression depuis quatre trimestres et atteint sa moyenne de longue période pour la première fois depuis deux ans.

La hausse de l'ICA est encore plus significative sur un an, il gagne 10,8 points par rapport au 3^e trimestre 2023.

L'amélioration du niveau d'activité et des trésoreries permet le retour à un climat des affaires favorable. Selon les prévisions, l'activité devrait rester favorable en fin d'année 2024.

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne de longue période)



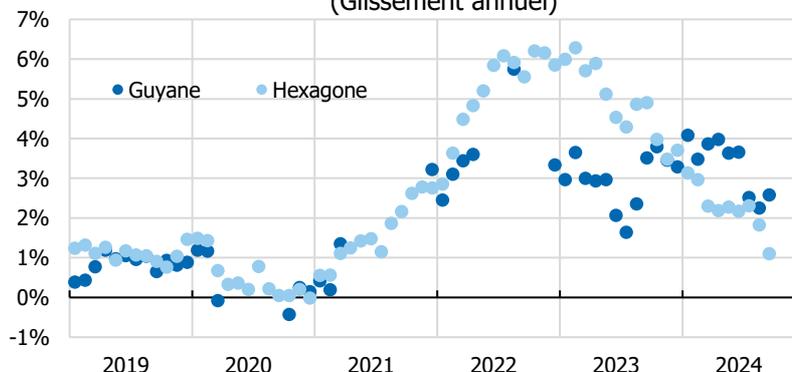
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM-IEOM

D'autre part, le nombre de créations d'entreprises diminue aussi bien sur le trimestre (-6,6 %) que sur l'année (-1,2 %). Les créations de microentreprises, qui constituent plus de la moitié du total des entreprises créées, reculent également de 3,7 % sur 3 mois et de 0,9 % sur un an.

Amorce de désinflation

L'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,4 % au 3^e trimestre 2024, après une hausse de 1 % au trimestre précédent (en glissement trimestriel). Cette inflexion marque une rupture avec les hausses successives depuis fin 2020. Elle est principalement attribuable aux services et aux produits de l'énergie, dont les prix s'inscrivent respectivement en baisse de 1,1 % et 0,9 % en 3 mois. À l'inverse, les prix de l'alimentation continuent d'augmenter (+0,9 % sur le trimestre) tandis que les prix des produits manufacturés stagnent.

Évolution de l'indice des prix à la consommation
(Glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles. IPC non disponible en Guyane pour les périodes suivantes : avril-septembre 2020, mai-juillet 2021, septembre-novembre 2021. © IEDOM-IEOM

¹ Les données sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

En glissement annuel, les prix augmentent de 2,6 % en Guyane, et de 1,1 % au niveau national, contre 3,7 % et 2,2 % respectivement au trimestre précédent. Cette différence s'explique par un effet de rattrapage en Guyane, où l'inflation s'était maintenue à un niveau plus bas qu'au niveau national pendant 3 ans. Dans le détail, les évolutions les plus marquées pour la Guyane concernent les prix des produits alimentaires (+3,6 %), des services (+3,2 %) et de l'énergie (+3 %).

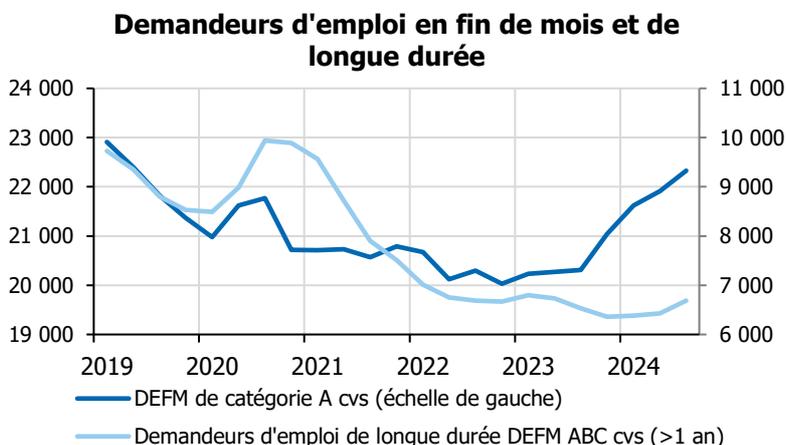
En outre, le solde d'opinion relatif aux prix de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM est également négatif, marquant une rupture après deux trimestres consécutifs de hausse. Cette dynamique devrait se poursuivre en fin d'année.

La hausse de la demande d'emploi s'accélère

Après une hausse de 1,3 % au 2^e trimestre, la demande d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'accélère, avec +1,9 % sur 3 mois et +9,9 % sur 12 mois. Cette tendance s'accompagne par une hausse plus modérée des demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C de longue durée : +4 % au 3^e trimestre et +2,5 % sur un an.

Le nombre d'offres d'emploi durable ont enregistré une baisse de 4,4 % sur 3 mois.

Malgré une fragilité certaine du marché de l'emploi sur les deux premiers trimestres de 2024, les entreprises interrogées par l'IEDOM ont fait part d'effectifs en hausse. Ceux-ci devraient continuer à augmenter au 4^e trimestre.

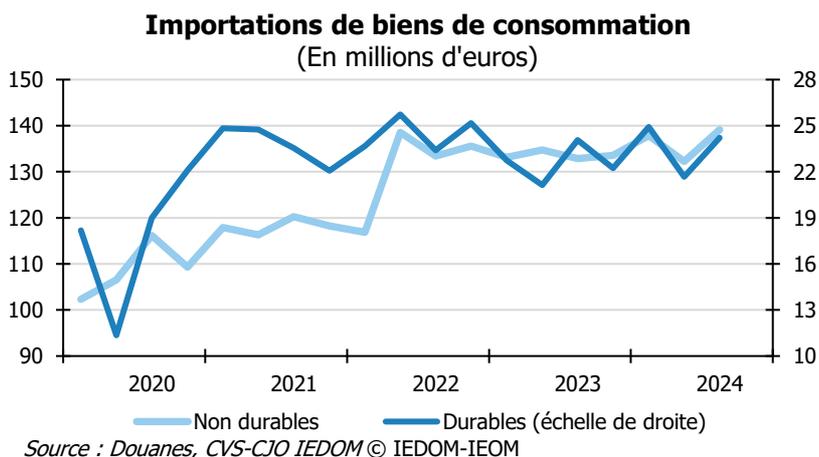


Regain de dynamisme de la consommation des ménages

Bénéficiant d'un ralentissement de l'inflation, la consommation des ménages repart à la hausse au 3^e trimestre 2024.

Les importations de biens de consommation progressent de 6,1 % sur le trimestre et de 4,1 % sur l'année (en valeur). En volume la hausse est de +5,4 % et +12,4 % sur trois et douze mois respectivement.

Cette hausse est portée par les importations de biens de consommation durables, qui croissent sensiblement de 11,7 % en valeur au 3^e trimestre 2024. Les importations de biens de consommation non durables progressent quant à elles de 5,2 %.



Les encours des crédits à la consommation, principalement utilisés pour le financement de véhicules particuliers, sont en hausse de 2,6 % au 3^e trimestre et de 6,8 % sur 12 mois. Toutefois, cette progression reflète une hausse du prix moyen des véhicules vendus, dans la mesure où les immatriculations fléchissent de 8,5 % sur le trimestre et de 9,5 % sur l'année.

Dégradation de la vulnérabilité des agents économiques

L'augmentation du nombre de dossiers déposés à la Commission de surendettement de l'IEDOM est révélateur d'une vulnérabilité accrue des ménages en Guyane : 211 dossiers de surendettement ont été déposés auprès de la commission de surendettement en cumul à fin septembre 2024, soit une hausse de 19,9 % par rapport à septembre 2023. Cependant, le taux de surendettement de la population guyanaise (13 dossiers pour 10 000 hab.) demeure inférieur à celui de l'Hexagone (22 pour 10 000 hab.) et des autres DROM (18 pour 10 000 hab.). Cet écart peut notamment être expliqué par la faible bancarisation de la population, mais aussi par des recours informels à l'emprunt, qui s'appuient notamment sur des leviers familiaux et communautaires.

Quant aux indicateurs de vulnérabilité des entreprises, les défaillances d'entreprises sont en hausse par rapport au 2^e trimestre (+18,9 % en cumul sur 12 mois). Par rapport à septembre 2023, l'augmentation est moins marquée : +12,5 %. Toutefois, le nombre de personnes morales interdites bancaires se contracte légèrement sur le trimestre (-0,5 %), mais reste en augmentation sur l'année (+2,2 %). Similairement, les impayés sur effets des entreprises sont en baisse sur le trimestre (-8,5 % et -6,3 % en nombre et en valeur respectivement), mais progressent sur un an (+65,4 % et +55 %).

Perte d'élan de l'investissement privé

Depuis le 2^e trimestre, l'investissement peine à retrouver la bonne dynamique du début de l'année 2024. Les importations de biens d'investissement sont à nouveau en recul (-12,1 % en valeur et -4 % en volume au 3^e trimestre). Elles demeurent toutefois proches du niveau de l'année précédente : respectivement -1,6 % et +1,4 % par rapport au 3^e trimestre 2023.

D'autre part, le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM est défavorable au 3^e trimestre 2024. Les tendances sont néanmoins hétérogènes selon les secteurs d'activité. Tandis que les prévisions s'améliorent pour le secteur primaire et du commerce, elles se dégradent pour le reste des secteurs.

Malgré cette perte d'élan des entreprises, le financement bancaire du secteur privé continue de progresser au 3^e trimestre (+1,1 % pour les encours des crédits aux entreprises). Cette dynamique est principalement portée par les crédits immobiliers et d'investissement (+1,8 % et +1,5 % respectivement).

Par ailleurs, le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires repart à la hausse : +26,5 % sur 3 mois et +12 % sur 12 mois. Pour rappel, le premier semestre 2024 a été marqué par une nette baisse.

Recul du commerce extérieur de biens

Les échanges extérieurs de biens de la Guyane sont globalement en recul au 3^e trimestre 2024. Alors que les importations sont en retrait en valeur et en volume (-2,8 % et -20,4 % sur trois mois respectivement), les exportations connaissent des évolutions de sens opposés : +14,3 % en valeur et -19,2 % en volume.

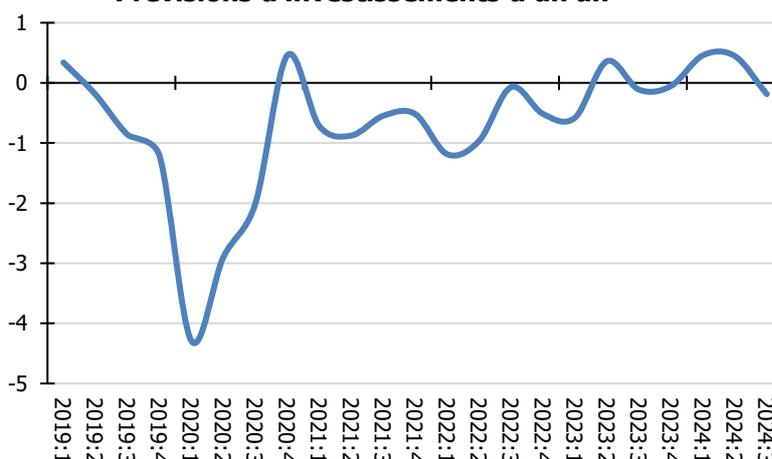
Sur un an la valeur des importations et des exportations progresse au même rythme (+11,5 %), tandis qu'en volume seul les importations progressent (+7,5 %, contre -16 % pour les exportations).

Dans le détail, les hausses sur trois mois des importations en valeur de biens de consommation durables (+11,7 %) et non durables (+5,2 %) ainsi que celle des biens intermédiaires (+2,3 %), ne permettent pas de compenser les baisses sensibles des biens d'investissement et des produits énergétiques (-12,1 % et -26,7 % respectivement). Cependant, à l'exception des importations de biens d'investissement, le reste des catégories se maintiennent en hausse sur l'année.

En volume, les importations de biens de consommation non durables sont en hausse sur le trimestre (+4,4 %), tandis que les autres catégories s'inscrivent en baisse. Les importations de biens intermédiaires fléchissent de 24 % sur le trimestre, suivies de celles de l'énergie qui diminuent de 18,9 %. Enfin, les biens d'investissement et de consommation durables enregistrent des baisses de 4 % et 3,9 % respectivement.

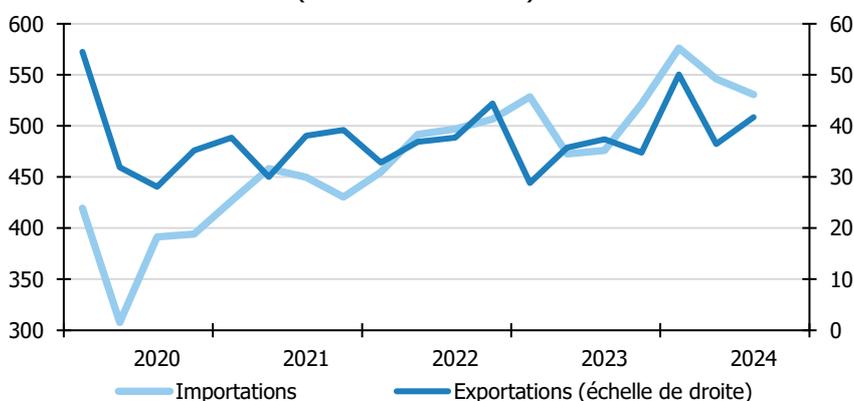
En raison des faibles montants des biens exportés par rapport à celui des biens importés, la Guyane connaît un déficit commercial structurel, de l'ordre de 490 M€ au 3^e trimestre 2024. Cependant, du fait des évolutions divergentes de la valeur des exportations et des importations sur les trois derniers mois, ce déséquilibre se réduit de 4 % au 3^e trimestre 2024. Le déficit s'aggrave toutefois de 11,5 % sur un an en raison de la hausse sensible des importations sur cette période.

Prévisions d'investissements à un an



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM-IEOM

Importations et exportations (En millions d'euros)

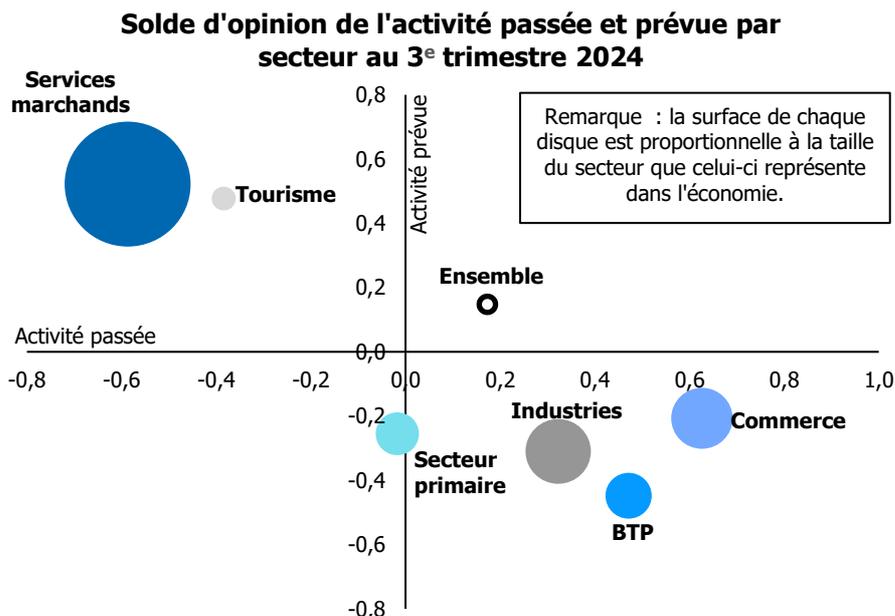


Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM-IEOM

Une amélioration globale de l'activité qui masque une forte divergence sectorielle

Dans l'ensemble, l'activité s'est légèrement améliorée pour les entreprises guyanaises au 3^e trimestre. Pour la première fois depuis début 2023, les chefs d'entreprise de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM sont majoritaires à faire part d'un niveau d'activité favorable. Ils anticipent également une nouvelle amélioration pour la fin de l'année 2024.

Mais cette hausse globale masque de fortes disparités à l'échelle sectorielle. L'activité s'est dégradée sur le 3^e trimestre pour les secteurs du tourisme et des services marchands. À l'inverse, l'activité du BTP, du commerce et des industries s'est améliorée. Les entreprises du secteur primaire font quant à elles part d'un niveau d'activité stable sur les trois derniers mois.



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM-IEOM

Pour la fin de 2024, les secteurs du commerce, du BTP, des industries et du primaire devraient connaître un retrait de leur activité, alors que ceux du tourisme et des services marchands verraient leur activité nettement progresser.

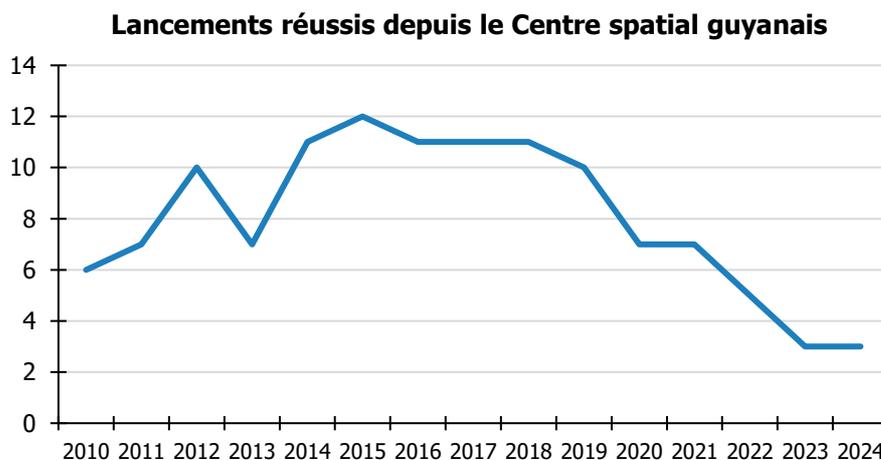
De belles perspectives pour le secteur spatial

En juillet 2024, Ariane 6 a effectué avec succès son premier lancement. Le premier vol commercial est prévu pour février 2025. Le carnet de commandes de ce nouveau lanceur lourd est plein, ce qui présage des perspectives favorables pour le secteur spatial dans les mois et années à venir. Cette activité, en hausse, devrait avoir des répercussions positives sur l'ensemble de l'économie guyanaise, puisque le spatial compte pour environ 13 % de la valeur ajoutée du territoire.

En septembre, le lanceur léger Vega a réalisé son dernier vol, permettant au Centre spatial guyanais (CSG) de comptabiliser deux lancements sur un trimestre pour la première fois depuis deux ans. La nouvelle génération de ce lanceur, Vega-C, a quant à elle réussi son retour sur le pas de tir début décembre, après avoir été mise à l'écart depuis fin 2022 suite à un échec lors de son premier vol commercial.

Cependant, comme en font part les professionnels du secteur spatial, le niveau d'activité reste très faible en attendant la montée en cadence du lanceur Ariane 6. Les deux lancements réalisés au 3^e trimestre permettent d'atteindre trois lancements pour l'année 2024, soit un niveau égal à celui de 2023, mais inférieur à celui des années précédentes.

En parallèle, le musée de l'espace du CSG a rouvert en août après une période de rénovation, ce qui devrait contribuer à la visibilité de l'activité spatiale en Guyane et au développement du tourisme local.



Source : CNES © IEDOM-IEOM

La conjoncture internationale et régionale

UNE CROISSANCE MONDIALE STABLE, MAIS DECEVANTE

Le FMI anticipe pour l'exercice 2025 une inflation à 3,5 %, sous la moyenne observée de 2000 à 2019, à 3,6 %. L'inflation mondiale reflue sous les effets conjugués de politiques monétaires plus restrictives et de la réorganisation des chaînes d'approvisionnement. Ceci n'a pas obéré la résilience de l'économie mondiale, dont les estimations de croissance en 2023 restent stables, à 3,3 %. Une croissance comparable, 3,2 %, est anticipée pour les exercices 2024 et 2025. Bien que stable, la croissance de l'économie globale reste décevante, en raison notamment de gains de productivité limités.

Le FMI a révisé à la hausse son estimation de croissance du PIB américain, à 2,9 % en rythme annuel en 2023. Le FMI confirme par ailleurs ses anticipations de ralentissement de la croissance aux États-Unis lors des exercices 2024 et 2025, ralentissement cependant moins brutal qu'annoncé en avril 2024. Les projections pour les exercices 2024 et 2025 ont ainsi été rehaussées, à +2,8 % et +2,2 %, contre +2,1 % et +1,7 % respectivement.

Le FMI maintient globalement ses anticipations de croissance dans la zone euro pour les exercices 2024 et 2025, à +0,8 % et +1,2 % respectivement. Les disparités précédemment observées entre les économies de la zone demeurent en 2024. Aux anticipations de croissance soutenue dans les pays d'Europe méridionale (Espagne, Portugal, Grèce, avec des taux de croissance proches ou supérieurs à 2,0 %) s'opposent la contraction ou la stagnation de certaines économies nord-européennes (Allemagne, Autriche, Irlande, Finlande, avec des taux de croissance négatifs ou nuls). L'exercice 2025 verrait toutefois l'ensemble des économies de la zone renouer avec la croissance.

L'Insee rapporte une légère accélération du PIB français au troisième trimestre 2024, à +0,4 % contre +0,2 % au trimestre précédent, à la faveur d'un « effet Jeux olympiques ». Cette accélération est portée tant par la demande intérieure - qui contribue à la hausse du PIB à hauteur de +0,2 point à la faveur d'un rebond de la consommation des ménages - que par le commerce extérieur et la variation des stocks : +0,1 point chacun. Le FMI anticipe une croissance de 1,1 % pour l'exercice 2024, anticipation en hausse de 20 points de base par rapport à celle communiquée en juillet 2024.

L'économie japonaise souffre de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement et l'essoufflement des relais de croissance qui l'avaient soutenue en 2023, tels que le tourisme. Le FMI a de nouveau révisé à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie nippone pour l'exercice 2024. Celles-ci s'établissent désormais à 0,3 %, contre 0,7 % en juillet et 0,9 % en avril.

Les pays émergents ont connu des trajectoires contrastées en 2023. Leur croissance a été soutenue en Asie (+5,7 %), tirée notamment par l'Inde (+8,2 %), la Chine s'affichant en léger retrait par rapport à cette moyenne (+5,2 %). La croissance des économies émergentes a été moins dynamique sur les d'autres zones géographiques, s'établissant à +3,3 % en Europe, +2,2 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes, +2,1 % pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale et +3,6 % pour l'Afrique subsaharienne. Les rythmes de croissances anticipés par le FMI pour ces économies en 2024 sont globalement alignés avec ceux observés en 2023.

Sources : FMI et Insee.

UNE CROISSANCE EN DEMI-TEINTE EN AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Les prévisions d'octobre 2024 du FMI révèlent une situation économique nuancée pour l'Amérique latine et les Caraïbes (croissance de +2,1 % et +2,5 % en 2024 et 2025 respectivement). Le Brésil, qui a dû faire face à des défis environnementaux et économiques importants, maintient des perspectives de croissance de +3 % en 2024 et +2,2 % en 2025. Les effets des inondations du début d'année semblent progressivement s'estomper, avec des perspectives de reconstruction et de relance économique qui s'améliorent. Le Mexique continue de naviguer dans un environnement économique complexe, avec des prévisions de croissance révisées à la baisse, à +1,5 % en 2024 et +1,3 % en 2025.

Dans le plateau des Guyanes, le Suriname maintient une trajectoire de croissance stable, avec des prévisions de +3 % en 2024 et 2025, tandis que le Guyana continue de bénéficier de son essor pétrolier, avec des perspectives de croissance de +43,8 % en 2024 et +14,4 % en 2025.

L'inflation demeure un défi majeur pour la région. L'Amérique du Sud fait toujours face à une inflation moyenne élevée, estimée à +16,8 % en 2024, principalement portée par les situations économiques volatiles en Argentine et au Vénézuéla. Une décélération progressive est anticipée, avec une projection d'inflation ramenée à +8,5 % en 2025. L'Amérique centrale devrait connaître une inflation moyenne de +2,6 % en 2024, légèrement en hausse à +3,5 % en 2025. Les Caraïbes présenteraient quant à elles une inflation de +6,9 % en 2024, qui diminuerait à +6,2 % l'année suivante.

Des données récentes de la Banque interaméricaine de développement (BID) apportent un éclairage supplémentaire sur la transformation numérique de la région. En 2024, l'investissement dans les technologies numériques a progressé de 12,7 %, avec une attention particulière portée aux secteurs de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité. L'Argentine et le Brésil émergent comme des pôles de l'innovation technologique, attirant respectivement 40 % et 35 % des investissements technologiques de la région.

Un rapport du Fonds monétaire international publié en novembre 2024 met également en lumière les progrès en matière de commerce régional. Les échanges interrégionaux ont augmenté de 8,3 % cette année, témoignant d'une intégration économique croissante et d'une volonté de réduire la dépendance aux marchés extérieurs. Le Mercosur et la Communauté andine jouent un rôle moteur dans cette dynamique d'intégration économique régionale. Par ailleurs, pour rappel, l'UE et le Mercosur étaient parvenus, en 2019, à conclure un accord d'association commercial et politique pour établir une zone de libre-échange. La question de la signature de cet accord fait débat au sein de l'UE.

Sources : FMI, Banque mondiale et Banque interaméricaine de développement.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : R. ELBEZ — Responsable de la rédaction : D. LAURET
Rédaction : S. CALVO CANO, J. CAPITAINE — Participation aux travaux : L-H. JASON, A. COURAGIER — Éditeur et imprimeur : IEDOM